



Un phénomène global qui ignorait sa globalité



Photo: Source Euresa Thierry Jeantet croit que, petit à petit, tout le monde en arrivera à la conclusion que l'économie doit se détourner du capitalisme pour emprunter la voie de l'économie sociale.

Aussi appelées le « Davos de l'économie sociale et solidaire », les Rencontres du Mont-Blanc fêtent leurs dix ans cette année. Du 26 au 28 novembre prochains, plusieurs centaines de défenseurs du développement durable comme solution au capitalisme libéral vont se réunir à Chamonix, en France, pour réfléchir, échanger et lancer des projets internationaux. Le thème de cette septième édition : le développement humain et durable des villes et des territoires. Entrevue avec Thierry Jeantet, président de ces Rencontres.

Pourquoi ce thème de la ville et des territoires pour cette septième édition des Rencontres du Mont-Blanc ?

L'économie sociale et solidaire (ESS) est profondément ancrée sur les territoires. L'ESS, finalement, c'est la société civile qui s'organise en adoptant des principes démocratiques. C'est un système de propriété privée, d'entreprises privées, mais en même temps collectives, impartageables, qui se développe pour le bien de la collectivité. Par essence, cette économie ne peut pas être délocalisée. Elle apporte donc une stabilité localement. Raison pour laquelle les élus s'intéressent de plus en plus à elle. Par ses principes de solidarité, de respect des personnes et des environnements, elle recoupe la notion d'intérêt général, et son système de propriété l'oblige à rester là où elle est, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit immobile.

Concrètement, de quoi va-t-on parler ? Qu'aura-t-on appris en sortant de ces trois jours à Chamonix ?

La problématique, c'est de comprendre comment l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, les coopératives, les associations, les fondations, les entreprises sociales ou encore les systèmes libres tels



[Visualiser l'article](#)

que les logiciels libres, peut aider les territoires à se développer eux-mêmes. Comment les villes peuvent gagner un certain nombre de batailles contre le réchauffement climatique pour une meilleure intégration sociale, une meilleure santé, la baisse du chômage. Depuis longtemps, un certain nombre de secteurs a fait l'objet de partenariats entre les villes, les territoires et l'économie sociale. Le secteur social, la santé, la culture, le sport... mais il y a bien d'autres domaines que l'économie sociale pourrait pénétrer.

Quand on parle d'économie sociale, on retient en effet souvent le terme « social », plutôt qu'« économie »... Selon vous, l'ESS est-elle une véritable option au capitalisme, sur tous les plans ?

Le président français, François Hollande, s'exprimant à New York en septembre dernier, a dit que l'économie sociale est au coeur de tout. Elle est au coeur des sujets qui occupent la COP21, la conférence internationale sur le climat qui se tiendra à Paris le mois prochain, au coeur de la nécessaire application des objectifs de développement durable post-2015, qui viennent d'être adoptés par l'ONU, au coeur d'un nouveau type de croissance. Oui, je crois que l'ESS est une option autre que le capitalisme et le libéralisme, que la crise que l'on traverse remet aujourd'hui en cause. Cette crise n'est pas seulement économique et financière, elle est aussi sociale, écologique, climatique, alimentaire. Elle prouve que le capitalisme est malade et qu'il se dévore lui-même. En remettant l'Homme au coeur des préoccupations, l'économie sociale et solidaire arrive avec une nouvelle proposition. Attention, je ne dis pas que l'ESS est là pour remplacer le capitalisme. Mais il serait bon que plusieurs voies cohabitent, soient en concurrence. Le modèle unique ne donne jamais rien de bon.

Comment explique-t-on que malgré la crise, preuve de la défaillance du système capitaliste, cette option qu'est l'économie sociale et solidaire n'arrive pas à se faire plus de place ?

Sa place est grandissante depuis cinq ou six ans. Elle est plus visible, elle se développe du Nord au Sud, sur tous les continents. Pendant longtemps, on l'a considérée comme une solution pour les pays en voie de développement. On parlait beaucoup des regroupements de femmes pour sortir leur territoire — et donc leurs enfants — de la misère. Mais on ne faisait pas le lien avec ce qui existe depuis longtemps en Occident, le système mutualiste, les coopératives, les associations, etc. Tout cela participe du même esprit. Nous devons maintenant travailler main dans la main, et c'est à cela que servent notamment les Rencontres du Mont-Blanc. Grâce à ce genre d'événements, les acteurs du développement durable de partout sur la planète se rencontrent, s'épaulent, montent des projets communs. C'est un phénomène global qui jusque-là ignorait sa globalité. Ce n'est plus le cas.

Concrètement, ça représente quoi à l'échelle mondiale ?



Si on ne prend que le monde coopératif, sans compter les mutuelles et les associations, c'est aujourd'hui un milliard de personnes dans le monde. Les trois cents plus grandes coopératives du monde ont un chiffre d'affaires bien supérieur au budget du Brésil par exemple. En Europe, l'économie sociale et solidaire représente 12 % des emplois environ, et la même chose à peu près pour le PIB. Plusieurs études montrent également que les entreprises qui ont le mieux résisté à la crise de 2007 sont à chercher dans le secteur de l'économie solidaire. Ça ne passe plus inaperçu. Tout le monde est obligé de la prendre en compte.

Il y a pourtant encore un fort déni...

Dans le monde traditionnel, il y a en effet deux attitudes. Certains, de manière assez irréaliste, pensent qu'il faudra revenir au vieux système capitaliste pur et dur, qu'il n'y a que ça qui compte. Ils pilotent en regardant dans le rétroviseur plutôt que de regarder devant. Mais il y a aussi des entreprises qui changent d'attitude, qui intègrent les dimensions sociale et environnementale dans leur fonctionnement. L'ESS commence à polliniser le secteur traditionnel. C'est un long processus. On y va pierre après pierre.

Vous vous êtes fixé des objectifs ?

La généralisation. On voit déjà que l'ESS joue un rôle clé dans les pays du Sud. Les États comme le Maroc, le Costa Rica ou l'Équateur, qui ont comme souci de faire émerger un nouveau type de société, y adhèrent grandement. Il y a aussi de très bonnes nouvelles, plus surprenantes. Le maire de Séoul, en Corée du Sud, s'intéresse à l'économie sociale. Il a dit que sa ville ne pouvait pas continuer sur la voie du capitalisme effréné qui a été empruntée ces dernières décennies. Il a dit vouloir se fixer des objectifs sociaux et environnementaux. On en revient à notre thématique des villes et territoires. Petit à petit, tout le monde va en arriver à la même conclusion que le maire de Séoul. Nous serons prêts pour accompagner le mouvement.